

Le manifeste

Nous imaginons un futur où l'Economie Sociale et Solidaire serait la norme !

Nous, acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, réaffirmons notre objectif d' « orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique », ambition détaillée dans la Déclaration d'engagement de l'ESS « Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d'agir » de décembre 2021.

L'imaginaire au cœur de nos raisons d'agir

Nous, organisations et entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, représentées et rassemblées au sein d'ESS France, souhaitons écrire un futur où chacun peut vivre dignement et s'épanouir dans toutes les dimensions de sa vie. Un futur où les limites planétaires sont respectées et où la solidarité s'incarne au quotidien à l'échelle humaine. Un avenir où le déterminant de l'ensemble des choix économiques ne réside pas dans la recherche du seul profit financier comme fin en soi, mais bien dans l'émancipation individuelle et collective des humains.

L'idéal d'une société meilleure nous anime au quotidien, il nourrit l'imaginaire que nous partageons. L'histoire que nous aspirons à écrire ensemble est celle qui choisit la démocratie pour le plus grand nombre à travers la délibération plutôt que les replis autoritaires, l'enrichissement de l'altérité plutôt que le choc des identités réelles ou supposées, la transformation des activités économiques plutôt que la survie d'un modèle dont chaque jour les dégâts sont flagrants. Nous portons un droit au bonheur qui se vit dans la force des coopérations, la liberté de s'associer et de s'exprimer, le fait de s'épanouir dans la poursuite de cause d'intérêt général.

Pour cela, nous nous inscrivons dans le temps long des transitions qui dépasse l'accélération court-termiste. Nous organisons la solidarité et le soin. Nous créons de nouvelles conceptions de la propriété partagée à la place des rentes. Nous priorisons le « tout vivant » qui libère des pressions spéculatives du « tout marchand ». Nous construisons la finance solidaire véritable boussole face aux excès de la surfinanciarisation. Nous créons des capacités d'action en proximité : ruralité, outre-mers, quartiers en politique de la ville... nous sommes présents là où les formes classiques d'entreprises sont, mais aussi là où elles ne sont plus. Face aux besoins nouveaux, nous sommes d'indispensables acteurs de la recherche et de l'innovation.

Le temps n'est plus aux succès d'estime pour l'économie sociale et solidaire. En fidélité à deux siècles d'histoire qui ont apporté la preuve que nous avons le droit de penser plus grand que ce que nous sommes, nous affirmons pour la décennie qui vient que le temps est à la prise de responsabilité et à l'ambition: le chemin que nous avons ouvert doit nous mener plus loin.

Notre vision et nos engagements politiques

Nous nous engageons donc à œuvrer collectivement pour guider notre action dans les 10 prochaines années.

Elaborer de nouvelles protections pour les humains et pour le vivant dans les cadres qui garantissent la participation de toutes et tous, la considération de l'ensemble des situations sociales, la pérennité des organisations est une exigence : un monde engagé sur la trajectoire de 2°C de hausse des températures devient plus dangereux, plus violent, plus inégalitaire. Empêcher le dérèglement climatique tant que c'est encore possible, en atténuer les conséquences ensemble dès qu'il le faudra, tels sont les ressorts de notre transition juste. Pour nous-mêmes, nous ferons de la réduction de notre empreinte écologique, un principe déterminant, et donc nous donnons donc comme priorité d'action le développement des modèles et filières qui ont mis la sobriété comme finalité : économie circulaire et réemploi, mobilités décarbonées, énergie citoyenne, agriculture paysanne, commerce équitable....

Parce que, démonstration à la clé, l'arbitrage entre rémunération d'actionnaires et considération pour la dignité des personnes finit toujours par se faire au détriment de l'essentiel, nous nous organiserons pour que les modèles non-lucratifs reprennent une place prépondérante dans les secteurs où la protection de l'humain doit primer.

Nous considérons la démocratie à la fois comme un principe de décision efficace et comme une finalité y compris dans l'économie. Nous nous engageons à défendre les libertés fondamentales qui permettent l'expression d'une société civile indispensable au bon fonctionnement des institutions et à une citoyenneté collective active, organisée et concrète.

Nous envisageons les territoires avant tout comme des lieux de vie, de liens, et de citoyenneté active, nous refusons de les réduire à leur potentiel de ressources marchandisables et nous affirmons notre volonté de continuer d'être des acteurs déterminants de la lutte contre les fractures et inégalités spatiales.

Notre mission est de veiller à un accès pour tous et toutes aux droits fondamentaux et d'organiser en ce sens des coopérations territoriales engagées entre acteurs publics et acteurs privés.

Nous apprécions l'œuvre humaine dans ses multiples dimensions intellectuelles, matérielles, culturelles, sociales ; la variété de ses ressorts qu'ils soient désintéressés, salariés, entrepreneuriaux, son inépuisable créativité, sa déroutante résilience. Nous nous engageons à promouvoir et à faciliter la création de modèles d'entreprises qui apportent la preuve qu'aucune exclusion ne doit être considérée comme supportable et définitive, qui rémunèrent le travail justement.

L'accélération inouïe du changement numérique ne doit pas conduire à de nouvelles exclusions et de nouveaux autoritarismes numériques, nous nous fixons comme objectif partagé la création de nouveaux communs en ESS.

La Culture, la production et la diffusion de savoirs, ainsi que l'éducation sont des conditions de l'émancipation individuelle et collective : nous travaillerons à leur préservation des tentatives de captation au service de minorités ou de détournement à des fins autoritaires et obscurantistes.

Les assignations identitaires et les discriminations sont des sources de discorde et de violence que ne peut tolérer un monde où tant d'humains sont condamnés à l'exil, : nous défendrons l'économie sociale et solidaire en tant qu'acteur de l'inclusion et de l'accueil de toutes et tous, en particulier les personnes migrantes.

Parce que l'égalité entre les femmes et les hommes est un impératif dont rien ne doit pouvoir détourner la société, nous ferons de l'économie sociale et solidaire un mode d'entreprendre exemplaire en la matière.

Parce que nous aspirons à être à la hauteur des responsabilités que nous confient les Nations Unies, l'Union Européenne, l'OCDE et l'OIT, nous nous engageons à être plus que jamais les acteurs d'un monde qui donne du pouvoir d'agir aux plus humbles et construit un chemin résolu vers les Objectifs du développement durable.

Notre méthode : une place nouvelle pour la société civile dans les planifications.

L'évaluation de la loi de 2014 par le conseil supérieur de l'ESS a illustré combien une stratégie de développement de l'économie sociale et solidaire était nécessaire. Pour mettre les actions à hauteur des volontés nous revendiquons la mise en place d'une méthode nouvelle: la planification démocratique.

Elle part de la société civile à laquelle nous appartenons et dont elle fait le cadre premier démocratique de l'évaluation, de l'anticipation et de l'expression des besoins et aspirations sociales.

Elle inscrit la dimension politique de cette action dans une bataille culturelle qui assume la nécessité de convaincre, mais aussi de séduire et d'atteindre le grand public ; elle est aussi un axe indispensable de l'interpellation des pouvoirs publics et de mobilisation d'acteurs privés.

Elle affirme le besoin d'expertise et de connaissance de l'empreinte réelle et potentielle de l'ESS de manière systémique afin d'éclairer le travail prospectif de ce que son mode développement spécifique peut apporter aux transformations et transitions.

Elle conçoit des écosystèmes propices à la réalisation des objectifs qu'elle promeut. Pour ce faire, elle mobilise l'ensemble des formes et ressources que permet l'ESS autour de trajectoires communes. Elle implique que l'ESS en tant que mode de financement propre des activités et de répartition de la valeur, déploie ses capacités d'accompagnement et création d'initiatives et de formation, génère les coalitions de projet publiques et privées qui permettront les succès concrets.

Notre appel à l'action collective

L'économie sociale et solidaire est un projet politique de prospérité : nous voulons lui donner le visage d'une économie de conquête. Forts de 2,5 millions de salariés, de 150 000 employeurs et bien au-delà de millions de bénévoles, sociétaires, coopérateurs, entrepreneurs, donateurs, consommateurs... nous valons plus que la somme de nos modes d'entreprendre, nous voulons jouer notre rôle en tant que mode de développement et attirer vers nous de nouvelles générations. Alors que la France doit se doter d'une stratégie à l'égard de l'ESS conformément à la recommandation du Conseil de l'union européenne adoptée à San Sebastian en 2023, nous appelons à :

- Systématiser une approche ESS dans l'ensemble des programmes publics dédiés aux entreprises qu'ils soient transversaux ou de filière
- Orienter France 2030 de telle sorte que les investissements financent l'ESS à hauteur de ce qu'elle pèse dans l'économie globale
- Financer les chambres régionales de l'ESS à juste proportion de ce que les autres écosystèmes consulaires perçoivent
- Réserver certains secteurs du soin des personnes vulnérables aux acteurs publics ou de l'ESS
- Rendre plus juste la fiscalité et plus lisible la fiscalité adaptée à nos modèles
- Approfondir les réglementations de marché qui protègent nos activités quand elles sont en compétition avec des acteurs lucratifs : économie circulaire, culture, alimentation, énergie, foncier, santé et soins...
- Fixer l'amélioration de l'indicateur de développement humain (IDH) comme objectif de notre développement en l'intégrant au sein du futur compte satellite de l'ESS de l'INSEE
- Doter l'ESS d'un mécanisme analogue au crédit d'impôt recherche dédié au soutien à l'innovation sociale
- Créer les fonds en capital patient pour financer les investissements sur le long terme de manière cohérente avec l'encadrement de notre lucrativité et les spécificités de nos gouvernances.
- Activer la place de l'ESS dans les politiques publiques locales et notamment les planifications décentralisées et déconcentrées
- Généraliser le guide des bonnes pratiques de l'ESS comme outil de valorisation et d'exemplarité de nos modèles, particulièrement en termes d'égalité entre les femmes et les hommes
- Amplifier le plan d'action de la Commission Européenne pour l'économie sociale et solidaire, et notamment sur le plan de la reconnaissance des spécificités du champ non-lucratif